

Pau, le 09 novembre 2020

Les raisons de la colère

L'accélération de l'épidémie pendant ces dernières vacances et l'annonce présidentielle du nouveau confinement ont pris de court de nouveau le ministère qui a bricolé dans l'urgence un **protocole « si possible »**, inapplicable à la réalité d'établissement à tel point qu'un délai a été accordé à ceux-ci pour le mettre en œuvre. Alors que la situation sanitaire avait empiré, la rentrée s'est donc déroulée comme si de rien n'était.

La pandémie révèle et exacerbe tous les problèmes que connaissent les établissements et les collègues depuis plusieurs années :

- Des effectifs pléthoriques (globalement et par classe)
- Un bâti scolaire inadapté et étrié (cours, couloirs, salles, réfectoires)
- Un entretien des bâtiments à minima qui ne permet pas à beaucoup d'établissements d'aérer correctement les salles
- Des agent-e-s en sous-effectif chronique dont la charge de travail augmente, indûment et très dangereusement
- Des vies scolaires elles aussi en sous-effectif chronique
- Des réformes successives en collège et lycée, qui méprisent le travail des enseignant-e-s
- Un éclatement du groupe classe et une accentuation du brassage des élèves
- Une réforme du lycée qui a installé des examens à partir de janvier
- Une absence de revalorisation et le maintien du gel du point d'indice.

Continuer et accentuer la mobilisation

Sous la pression, le ministre, largement déconsidéré, a annoncé jeudi soir la possibilité pour les lycées d'abaisser leurs effectifs en utilisant différentes modalités ainsi que la suppression de toutes les évaluations de contrôle continu de 1re et terminale (ex E3C), de la certification PIX en terminale et le maintien des épreuves de spécialités en mars en permettant le choix entre deux sujets.

Le ministère n'a rien prévu pour les collègues.

C'est indéniablement un premier recul de sa part, mais c'est toujours insuffisant pour assurer la sécurité des élèves et des personnels.

Nous demandons sur le plan sanitaire :

- Un cadrage national du passage à un fonctionnement en **demi-groupes**, selon des modalités d'organisation à définir (alternance de semaines, de jours etc) qui s'applique à tous les établissements pour garantir l'égalité entre les élèves et **sans** recours au **cumul présentiel/distanciel**.
- Des **recrutements de personnels**, d'AED mais aussi d'agents territoriaux (pour assurer un nettoyage et une désinfection renforcés des salles).
- La réorganisation de la **demi-pension** pour limiter le brassage des élèves et de nouvelles modalités d'aération des salles.
- Des mesures adaptées pour les **internats**.
- La prise en compte de la situation des **personnels vulnérables** et de ceux qui vivent avec des personnes vulnérables.
- Le **jour de carence** doit être suspendu immédiatement : il est inacceptable que les personnels payent le prix d'être malades.

Nous demandons sur le plan pédagogique:

- L'**aménagement des programmes** en collège comme en lycée.
- Le retour à un **examen national simultané, en fin d'année**. Rappelons que la suppression des épreuves communes (Ex E3C) n'est absolument pas une avancée. C'est au contraire un pas de plus vers un bac local, et une victoire pour le SNPDEN-UNSA (syndicat majoritaire des chefs d'établissement), qui depuis le début est un partisan farouche du contrôle continu.
- Des **moyens humains** en recrutant des enseignant-e-s, AED, CPE tout en arrêtant la suppression des postes dans le second degré.

Mobilisation mardi 10 novembre

Nous invitons l'ensemble des collègues à organiser des Assemblées Générales, mardi, jour de grève, dans les établissements ou en visioconférence. Cela permettra de rédiger des lettres/motions à destination de la DSDEN ou du Rectorat, pour signaler les incohérences des protocoles, pour demander un cadrage national et dénoncer le caractère totalement inégalitaire des mesures prises dans la précipitation, pour refuser le double travail présentiel/distanciel.

Ces lettres pourront nous être envoyées par mail et elles seront déposées à la DSDEN toute la journée de mardi et lors du **rassemblement à 11h30, place d'Espagne à Pau**. Lors de ce rassemblement il faudra porter le masque, respecter la distanciation sociale, et se munir de l'autorisation de déplacement avec la case 'déplacement professionnel' cochée.

Non à la répression de la mobilisation lycéenne

Certes, le respect des forces de l'ordre, de l'intégrité de l'espace public, sont des conditions sine qua non de toute vie sociale démocratique, pacifique.

Toutefois, ces dernières années, dans notre pays, les réponses autoritaires à la mobilisation citoyenne, de plus en plus violentes, ne cessent de se multiplier, portant gravement atteinte à la réalité, à la pérennité, de notre État de droit. C'est hélas particulièrement le cas à l'encontre de nos plus jeunes concitoyenne-e-s.

Ainsi jeudi 5 novembre 2020 à Pau et Orthez, des lycéen-n-e-s ont manifesté pour dénoncer le manque de dialogue et les prises de décisions verticales au niveau local, les incohérences gouvernementales de la reprise des cours lundi 2 novembre. En effet, et notamment, l'impossibilité d'assurer assez de distanciation physique dans les établissements, les met objectivement en danger, ainsi que l'ensemble des personnels, et par voie de conséquence, l'ensemble de leurs relations, dont leurs familles, et en bout de processus contaminant, notre système de santé à nouveau terriblement mis en difficultés du fait de ses moyens toujours aussi insuffisants qu'au mois de mars dernier.

La réponse exclusivement autoritaire, policière et désormais judiciaire (intimidation verbale, physique, utilisation de lacrymogène, gardes à vue et poursuites pour violences aggravées) à l'expression citoyenne lycéenne doit cesser. Préalablement, et pour éviter les montées en tensions, les politiques gouvernementales doivent radicalement changer pour nos systèmes sanitaire et éducatif, pour enfin leur permettre de remplir correctement leurs missions de service public, pour les usager-e-s et par des personnels qui ne soient plus jeté-e-s dans la plus insupportable parce qu'illégitime, dans notre pays si riche économiquement, souffrance au travail.